



Collectif parisien de défense et de développement des services publics

Contact :

cddsp.75@laposte.net

CDDSP75

- 121 av Ledru Rollin-

75011 Paris

tél. : 06 74 79 05 10

VENEZ TOUTES ET TOUS AUX ETATS GENERAUX FRANCILIENS DES SERVICES PUBLICS

LE SAMEDI 16 FEVRIER

A 14H00

A LA BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS

Salle Ambroise Croizat - 3 rue du Château d'Eau - Métro République

Ouverture de la campagne des Cahiers d'exigences

Michel JALLAMION, animateur du CDDSP 75

PROGRAMME :

1^{ère} table ronde

animée par Patrick Hallinger
Secrétaire national de l'UGFF-CGT

« Des Services publics pour toutes et tous, partout ! »

L'accès aux besoins fondamentaux ne cesse d'être malmené jusqu'au droit à la santé qui est aujourd'hui remis en cause par les franchises médicales.

Ainsi, le logement, les transports, l'eau, l'énergie sont désormais considérés par nos gouvernants comme une marchandise parmi d'autres permettant aux multinationales de faire des superprofits sur le dos des usagers.

A cela nous opposons nos exigences de service public pour une société solidaire qui respecte les droits fondamentaux de chacun.

Témoignages : Bruno-Pascal

CHEVALIER (en grève des soins contre les Franchises), Françoise NAY (comité de défense de l'hôpital d'Ivry), Postiers en grève de Paris 8

Invités : Marinette BACHE (Conseillère de Paris MRC), Anne DEBREGEAS (Sud énergie), Jean-Claude DELARUE (FUT-SP), Patricia HERBIEUX (CGT Santé)

2^{ème} table ronde :

animée par Nicole SERGENT
Secrétaire FSU Paris

« De l'argent public pour le Service public ! »

Après la remise en cause la règle du monopole public pour les services public, c'est une généralisation de l'appel aux financements privés pour assurer les services publics auquel nous assistons.

Les formes en sont différentes : privatisation, délégation, partenariat public/privé, loi dite de « décentralisation », autonomie des universités... au nom de l'efficacité, de la productivité, de la modernité et de la décentralisation nous assistons à la flambée des coûts, à la dégradation des services et à la fin de tout investissement non immédiatement rentable.

Témoignages : Raoul SANGLA, Pascal BINCZAC (Président université P8)

Invités : Gérard ASCHIERI (FSU), Serge COLIN (Secrétaire général du SNUI) Loïc DAGUZAN (animateur de « sauvons le Livret A »), Serge HULOT (SG de l'ANECR, maire adjoint de Choisy-le-Roi) Eric ROULOT (CGT énergie), Jean-Luc TOULY (ACME-Eau), Elu PS.

3^{ème} table ronde :

animée par Nicolas GALEPIDES
membre CA de La Poste élu pour Sud PTT

« Services publics : Nouveaux besoins, nouvelles nécessités et enjeux d'aujourd'hui. »

Du local à l'international plus personne ne peut nier que la libre concurrence et les forces du marché ont échoué dans leurs promesses de modération des tarifs, d'amélioration de la qualité des services ou des effets bénéfiques sur l'emploi.

La répartition des richesses ne cesse de s'orienter en faveur du capital au détriment des salariés, retraités et sans emplois.

La question de la solidarité, de la continuité et de la pérennité du service public se pose avec toujours plus d'acuité et peut être une réponse ferme et moderne aux tenants du tout marchand.

Témoignages : Bernard ARRIO (UNRPA), ZAC Paris Rive-Gauche, ligne 13, Maurice CHAUVET (Collectivités hors AGCS), collectif logement du 3ème

Invités : Jacques BOUTAULT (Maire du 11ème arrdt de Paris, élu Verts), Jean-Baptiste EYRAUD (DAL), Gérard FILOCHE, Anne LE LOARER (UD-CGT), Philippe TRONET (Sud RAIL), Frédéric VIAL (membre du CA d'ATTAC), Jacques PERREUX (PCF. vice-président du CG du Val de Marne. 94). LCR

APPEL A LA MOBILISATION POUR DEFENDRE ET DEVELOPPER LES SERVICES PUBLICS

Bernard DEFAIX (président de Convergence)

Participent au CDDSP 75 : la FSU Paris, la CGT Paris, Solidaires Paris, l'UGFF-CGT, le SNUI, Sud Rail, Sud Energie, le comité de défense de l'hôpital Jean Rostand d'Ivry, la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, le Collectif unitaire et alter éco. Les Alternatifs, ATTAC, le DAL, la FUT-SP, l'UNRPA, le Réseau Féministe "Ruptures", l'ACME-EAU, l'ANECR, le SNCA e.i.l. Convergence, UFAL, Collectifs unitaires antilibéraux, Résistance sociale, Mars-Gauche Républicaine, Forces militantes 75, PRS, le PCF, le MRC, les Verts Ile-de-France et la LCR.

**Nous, citoyennes et citoyens,
organisations associatives, syndicales et politiques, élu-e-s,
voulons exprimer par notre soutien à cette CHARTE
et aux CAHIERS qu'elle introduit,
notre EXIGENCE de Biens Communs et de Service Public.**

Toute société qui veut fonder sa cohésion et son mouvement sur les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et de solidarité et mettre réellement en oeuvre ces politiques, visant à satisfaire les besoins essentiels des populations, tels que celles-ci les définissent elles-mêmes démocratiquement, **doit reconnaître de manière constitutionnelle la nécessité des Services Publics et faire du développement démocratique de ces derniers un axe prioritaire de ses pratiques de gouvernement, à quelque niveau que ce soit.**

Tout un ensemble de biens et d'activités, dont l'accès et l'usage sont indispensables à la dignité et à l'épanouissement de l'être humain, doivent voir leur statut public, social et laïc, non commercial, affirmé et garanti par la loi, comme c'est déjà le cas pour une partie d'entre eux, et être identifiés comme autant de moyens permettant le libre et plein exercice des droits fondamentaux. Ils doivent être préservés de toute mise en concurrence et appropriation privée qui les soumettraient aux impératifs de rentabilité financière des Marchés, comme ils doivent l'être de toute discrimination sexiste, religieuse et raciste.

L'action doit se poursuivre pour imposer à l'Union européenne la mise hors du champ de la concurrence des services publics.

Il appartient à l'Etat de garantir sur l'ensemble du territoire national l'unicité des principes de fonctionnement des divers services publics et d'en assurer l'égalité d'accès et d'usage aux citoyennes et citoyens. C'est un enjeu majeur, tant pour affirmer le caractère solidaire et démocratique de la politique d'aménagement du territoire que **pour articuler et harmoniser dans l'intérêt des populations,** les dynamiques de développement durable et les gestions conduites par les collectivités, à quelque niveau que ce soit.

Parce que les élections de mars 2008 sont un moment important dans la vie et l'expression citoyenne, nous demandons à tou-te-s les candidat-e-s aux Elections Municipales et Cantonales, de s'engager, s'ils sont élu-e-s, à mettre en oeuvre les principes suivants :

- **MENER LE DEBAT ET UNE ACTIVITE DE PROMOTION DU SERVICE PUBLIC et son utilité pour les populations, face au pilonnage médiatique : « avec le privé, ça marche mieux ! » quotidiennement démenti par les faits.**
- **FAIRE LE CHOIX DU SERVICE PUBLIC dans le cadre, fixé par la loi, de leurs compétences, et agir pour que la collectivité territoriale responsable dont elles/ils font partie, reste à tout moment maîtresse des objectifs et de la mise en oeuvre des politiques qu'elle définit, contrôle et évalue en matière de service public et de missions de service public.**
- **AGIR avec les citoyen-ne-s pour que les services publics d'Etat et les réseaux d'entreprises publiques soient en capacité de remplir à l'échelon local concerné leurs missions et de répondre avec efficacité aux besoins.**
- **AGIR avec les citoyen-ne-s pour que les collectivités territoriales conservent dans l'exercice de leurs compétences la totale maîtrise de l'organisation et la gestion des services dont ils ont la charge**

*Le texte complet de la charte est disponible sur simple demande à
cddsp.75@laposte.net*

Le collectif parisien de défense et de développement des services publics

Ce collectif réunit des organisations syndicales (CGT Paris, Solidaires Paris, FSU Paris, SNUI, l'UGFF-CGT, Sud Poste, Sud Rail, Sud Energie, ...), **associatives** (le comité de défense de l'hôpital Jean Rostand d'Ivry, la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximités, le Collectif unitaire et alter écolo, Les Alternatifs, ATTAC, le DAL, la FUT-SP, l'UNRPA, le Réseau Féministe "Ruptures", l'ACME-EAU, l'ANECR, le SNCA e.i.l. Convergence, UFAL, Collectifs unitaires antilibéraux, Résistance sociale, Mars-Gauche Républicaine, PRS, Forces militantes 75...) **et politiques de gauche** (PCF, Verts, MRC, LCR).

L'objectif de ce collectif est de mettre en convergence les luttes de toutes les forces qui veulent agir en faveur des services publics, qu'il s'agisse des **salariés** dans le cadre des organisations syndicales, **des citoyens** par l'intermédiaire des associations, **des militants** de diverses formations politiques et des élus.

Cette **dynamique** de rassemblement est **née** au départ du **refus des maires de départements ruraux** (la Creuse, la Charente, le Morbihan, ...) **de laisser supprimer un à un tous les services de proximité. Depuis, celle-ci c'est développé dans les milieux urbains**, car aucun territoire ne semble devoir être épargné par la mise à l'encan des services publics. De nombreuses manifestations ont déjà eu lieu à Paris.

Ces mobilisations témoignent du rejet d'une société inégalitaire dominée par les seuls intérêts financiers. Les collectifs agissent pour promouvoir la reconquête et le développement des services publics dans des domaines comme le logement, l'eau et pour répondre aux nouveaux besoins concernant la petite enfance, les personnes âgées, ...

Les luttes en cours et les actions des nombreuses associations et forces de progrès qui maillent notre capitale doivent trouver leur prolongement et les convergences nécessaires dans le lancement d'une campagne proposée par la Convergence nationale.

Des CAHIERS D'EXIGENCES DE SERVICES PUBLICS sont proposés dans les localités et les entreprises pour porter le besoin de services publics de qualité.

**NOUS VOUS APPELONS TOUS A ETRE PRESENTS LORS DE NOS
ETATS GENERAUX DES SERVICES PUBLICS**

**LE SAMEDI 16 FEVRIER
DE 14H00 A 18H00**

**A LA BOURSE DU TRAVAIL
Salle Ambroise Croizat
3 rue du Château d'Eau
75010 Paris
Métro République**

Contactez-nous, écrivez-nous : cddsp.75@laposte.net
CDDSP75 -121 av Ledru Rollin-75011 Paris
tél. 06 74 79 05 10